



**Confédération
des syndicats
nationaux**

Comité exécutif
Trésorerie

Montréal, le 15 février 2010

À tous les syndicats,

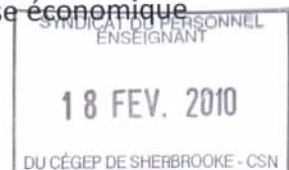
Bonjour,

Le ministre des Finances du Québec, monsieur Raymond Bachand, devrait déposer à l'Assemblée nationale son budget à la fin du mois de mars. Rappelons que le ministre a déjà annoncé différentes mesures visant à retrouver l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014. Au nombre de celles-ci, la réduction de la croissance des dépenses de programmes de 4,6 % à 3,2 %, mesure qui devrait prendre effet à compter du prochain budget. En clair, cela signifie une compression annuelle de dépenses de près d'un milliard de dollars, et ce, pour les quatre prochaines années.

La reprise économique demeure fragile. Des intervenants de toute provenance, dont la CSN, se sont faits particulièrement insistants lors de la rencontre économique de Lévis pour que le gouvernement tienne compte de cette réalité et ne se lance pas dans une série de coupes qui compromettraient la sortie de crise. Un groupe d'économistes a fait la même mise en garde au ministre des Finances, Jim Flaherty, qui a indiqué que le prochain budget fédéral, qui sera déposé le 4 mars, présentera une ébauche de retour à l'équilibre budgétaire, mais aucune mesure ne sera mise en œuvre avant de voir une reprise soutenue.

Au cours des dernières semaines, nous avons invité vos conseils centraux à rencontrer le plus de députés possible, de tous les partis, pour tenter de les influencer avant le prochain budget du gouvernement du Québec. La CSN estime que le gouvernement du Québec doit :

- Poursuivre ses mesures de soutien de l'économie tant que la reprise économique ne sera pas au rendez-vous ;



- Reporter son calendrier de retour à l'équilibre budgétaire et surtout de ne pas appliquer de coupures qui auront des impacts majeurs sur la population ;
- Mettre en place les conditions favorisant un véritable débat public sur les sources de financement permettant de répondre aux aspirations et besoins sociaux de la population québécoise.

Nous croyons que plus nous serons nombreux à faire pression dans ce sens, plus nous augmenterons nos chances de réussite. Je vous invite à mettre cette importante question à l'ordre du jour de votre prochaine assemblée. Des membres du comité exécutif de la CSN ou de votre conseil central sont disponibles pour animer la discussion. Le tract d'information ci-joint résume nos revendications. Si vous avez besoin de copies supplémentaires, il est disponible sur le site web de la CSN au www.csn.qc.ca dans l'onglet de la campagne *SE DONNER LE QUÉBEC QU'ON VEUT !*

Le trésorier de la CSN,



Pierre Patry



**SE DONNER
LE QUÉBEC
QU'ON VEUT!**



NOS SERVICES PUBLICS,

ON Y TIENT!

Le gouvernement du Québec a annoncé différentes mesures visant à retrouver l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014. Au nombre de celles-ci, la réduction de la croissance des dépenses de programmes de 4,6 % à 3,2 %, et ce, à compter du prochain budget.



Cette compression de 900 millions de dollars par année, soit près de 4 milliards sur 4 ans, va non seulement toucher notre capacité de continuer à dispenser les services névralgiques que sont la santé et l'éducation, mais affectera toutes les autres missions de l'État en plus de mettre en péril nos services publics et nos programmes sociaux.

900 millions de compressions, cela équivaut aux budgets :

- du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (668 millions) et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (211 millions) ou
- à la presque totalité du budget du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (915 millions).

Formidables outils de redistribution de la richesse, nos services et nos programmes favorisent une meilleure qualité de vie. Malgré une fiscalité plus élevée au Québec, le coût de la vie des ménages québécois est inférieur à celui des ménages canadiens et américains, notamment en raison de la gratuité des services de santé et du coût moindre de l'éducation post-secondaire, des services de garde d'enfants, du transport en commun et du logement. La CSN a démontré que pour un couple québécois avec deux enfants et ayant un revenu de 30 000 \$, le même panier de services lui coûterait :

- 2800 \$ de plus à Vancouver ;
- 9500 \$ de plus à Toronto ;
- 18 500 \$ de plus à Philadelphie ;
- 40 000 \$ de plus à Boston.

La reprise d'abord

Gérer la décroissance alors que les signes de reprise demeurent timides ne constitue pas une solution. Le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario se sont donné des échéanciers de retour à l'équilibre budgétaire plus longs. Le gouvernement du Québec doit faire de même pour ne pas nuire à la sortie de crise.

UN PACTE SOCIAL

Toute proposition visant l'augmentation des revenus du gouvernement doit se faire dans le cadre d'un pacte social qui réaffirme la nécessité des services publics et des mesures de protection sociale comme facteurs déterminants et fondamentaux de la redistribution de la richesse, de l'égalité des chances et d'une plus grande justice sociale. L'exigence d'un haut niveau de services publics et de programmes sociaux accessibles et de qualité commande un niveau de fiscalité conséquent. On ne peut pas avoir l'un sans l'autre.

La CSN réitère que le gouvernement du Québec doit poursuivre ses mesures de soutien de l'économie tant que la reprise ne sera pas au rendez-vous.

Le gouvernement doit reporter son calendrier de retour à l'équilibre budgétaire et surtout ne pas appliquer de coupes massives qui auront des impacts majeurs sur la population.

Quant au débat sur les sources de financement, la CSN demande au gouvernement de mettre en place les conditions d'un véritable débat public qui permette d'étudier toutes les solutions mises en avant par les différents groupes de la société.



Pour plus de détails sur cette campagne et pour consulter nos fiches techniques, rendez-vous au :

www.csn.qc.ca

Février 2010